REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTERE DE LA COMMUNICATION

**Projet de loi relative à la presse écrite et la presse
électronique**

Novembre 2022

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA COMMUNICATION

Projet de loi relative à la presse écrite et la presse électronique

Exposé des motifs

Le présent projet de loi a pour objet la mise en place d'un cadre juridique fixant les modalités d'exercice de l'activité de la presse écrite et de la presse électronique et les règles afférentes à son organisation, sa régulation et son contrôle.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la concrétisation des orientations de Monsieur le Président de la République, lors du Conseil des ministres du 24 avril 2022, concernant l'adoption d'une loi sur la presse écrite et la presse électronique.

Le présent projet de loi vise à répondre aux attentes des professionnels des médias en prenant en compte les propositions et préconisations issues des consultations engagées auprès de la corporation. Il a pour objectif notamment, de simplifier les procédures administratives pour la création de publications périodiques ou de la presse électronique.

En effet, le présent projet de loi propose de soumettre la création de publications périodiques et de la presse électronique à un régime déclaratif, conformément aux dispositions de l'article 54 de la Constitution de 2020, en lieu et place de l'agrément.

Il définit par ailleurs, les missions de l'autorité de régulation de la presse écrite et de la presse électronique instituée par la loi organique relative à l'information, dans le domaine de la régulation de l'activité de la presse écrite et de la presse électronique, dont les missions les plus importantes consistent à s'assurer de la pluralité de l'information, d'empêcher l'exercice de toute influence financière, politique ou idéologique d'un même propriétaire, et de veiller à l'accès du citoyen à l'information sur l'ensemble du territoire national, ainsi qu'à la qualité des messages médiatiques.

Par ailleurs en cas de violation des dispositions prévues par le présent texte, l'autorité de régulation de la presse écrite et de la presse électronique peut saisir les juridictions compétentes en vue de la suspension temporaire ou définitive des publications périodiques et des services de presse électronique. Elle peut également s'autosaisir en vue de la mise en demeure des contrevenants.

En outre, et en vue de concrétiser le principe du pluralisme d'opinions et de pensées et de prévenir la concentration des périodiques, le présent projet s'est attaché à limiter à une seule publication et /ou à une seule presse électronique d'information générale, le nombre de publications ou de presse électronique pouvant être détenues ou contrôlées par une personne physique de nationalité algérienne ou une personne morale de droit algérien.

Le présent texte, au regard de ces mêmes principes, prescrit également l'interdiction de la participation au capital social dans plus d'une publication périodique et /ou de presse électronique d'information générale.

Ce projet s'efforcé d'améliorer la qualité du service médiatique et de renforcer le professionnalisme dans l'exercice journalistique en soumettant la création de toute publication périodique et de presse électronique, à la détention par le directeur de publication, d'un diplôme universitaire associé à une compétence et à une expérience affirmée.

Enfin, en vertu des nouvelles dispositions qu'il comporte, le présent projet de loi contribuera à la consolidation de la liberté de la presse écrite et de la presse électronique et à la protection des professionnels des médias de la presse écrite et la presse électronique.

Telle est l'économie de ce projet de loi.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTERE DE LA COMMUNICATION

Projet de loi relative à la presse écrite et la presse électronique

Le Président de la République,

- Vu la Constitution, notamment ses articles 39, 47, 51 (alinéa1), 52 (alinéas 1 et 3), 54,55, 74, 139, 141 (alinéa 2), 143, 145 et 148 ;
- Vu la loi organique n° 98-01 du 4 Safar 1419 correspondant au 30 mai 1998, modifiée et complétée, relative aux compétences, à l'organisation et au fonctionnement du Conseil d'Etat ;
- Vu la loi organique n° 12-04 du 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012 relative aux partis politiques ;
- Vu la loi organique n°.....ducorrespondant au relative à l'information ;
- Vu l'ordonnance n° 66-155 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code de procédure pénale ;
- Vu l'ordonnance n° 66 -156 du 8 juin 1966, modifiée et complétée, portant code pénal ;
- Vu l'ordonnance n° 75-58 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code civil ;
- Vu l'ordonnance n° 75-59 du 26 septembre 1975, modifiée et complétée, portant code de commerce ;
- Vu la loi n° 91-05 du 16 janvier 1991, modifiée et complétée, relative à la généralisation de l'utilisation de la langue arabe ;
- Vu l'ordonnance n° 96-16 du 16 Safar 1417 correspondant au 2 juillet 1996 relative au dépôt légal ;
- Vu l'ordonnance n° 03-05 du 19 Joumada El Oula 1424 correspondant au 19 juillet 2003 relative aux droits d'auteur et aux droits voisins ;
- Vu l'ordonnance n° 07-01 du 11 Safar 1428 correspondant au 1er mars 2007 relative aux incompatibilités et obligations particulières attachées à certains emplois et fonctions ;
- Vu la loi n° 08-09 du 18 Safar 1429 correspondant au 25 février 2008, modifiée et complétée portant code de procédure civile et administrative ;

- Vu la loi n° 09-04 du 14 Chaâbane 1430 correspondant au 5 août 2009 portant règles particulières relatives à la prévention et à la lutte contre les infractions liées aux technologies de l'information et de la communication ;
 - Vu la loi n° 12-06 du 18 Safar 1433 correspondant au 12 janvier 2012 relative aux associations ;
 - Vu la loi n° 18-04 du 24 Chaâbane 1439 correspondant au 10 mai 2018 fixant les règles générales relatives à la poste et aux communications électroniques ;
 - Vu la loi n°18-05 du 24 Chaâbane 1439 correspondant au 10 mai 2018 relative au commerce électronique ;
 - Vu la loi n°20-05 du 5 Ramadhan 1441 correspondant au 28 avril 2020 relative à la prévention et à la lutte contre la discrimination et le discours de haine ;
- Après avis du Conseil d'Etat,
Après adoption par le Parlement,
Promulgue la loi dont la teneur suit :

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er : La présente loi a pour objet de fixer les principes et les règles régissant l'activité de la presse écrite et de la presse électronique et son libre exercice.

Art 2 : Au sens de la présente loi, il est entendu par :

Activité de presse écrite : Toute publication de faits d'actualité, de messages, d'opinions, d'idées et de connaissances, par des journaux ou des revues à destination du public ou d'une catégorie de public.

Publication périodique : Journaux et revues de tout genre paraissant à intervalles réguliers.

Publication périodique d'information générale : Toute publication qui traite de l'information sur des événements d'actualité nationale et internationale destinée au public.

Publication périodique spécialisée : Toute publication qui traite de l'information se rapportant à des domaines particuliers destinée à des catégories de public.

Publication périodique locale ou régionale : Toute publication qui traite de l'information sur des événements d'actualité locale ou régionale et /ou nationale et internationale destinée à la distribution locale ou régionale.

Supplément d'une publication périodique : Toute publication annexe qui vient en complément à la publication mère. Elle est une partie intégrante de celle-ci et ne peut être vendue séparément.

Numéro spécial d'une publication périodique : Toute publication écrite proposée exceptionnellement au public en dehors de la parution normale, à l'occasion d'un événement ou d'une manifestation importants.

Activité de presse électronique : Toute production et édition en ligne d'un contenu écrit original, d'intérêt général, renouvelé régulièrement, composé d'informations ayant un lien avec l'actualité et ayant fait l'objet d'un traitement à caractère journalistique.

Sont exclues de cette définition les publications en version papier lorsque la version mise en ligne et la version originale sont identiques.

Presse électronique : Tout service de communication écrite en ligne, d'information générale ou spécialisée, destiné au public ou à une catégorie de public, édité à titre professionnel par une personne physique ou morale qui a la maîtrise de la ligne éditoriale de son contenu.

Entreprise éditrice : Toute personne physique ou morale qui édite une publication périodique et /ou une presse électronique.

Art 3 : L'activité de presse écrite et de presse électronique est librement exercée dans le cadre du respect des principes prévus par la Constitution, de la loi organique relative à l'information, des dispositions de la présente loi ainsi que la législation et la réglementation en vigueur.

Art 4 : Les activités de presse écrite et de presse électronique sont exercées par les médias relevant :

- des institutions publiques, des entreprises et organismes du secteur public,
- des associations et des partis politiques dans les limites fixées par les lois qui les régissent,
- des personnes physiques de nationalité algérienne exclusivement et des personnes morales de droit algérien dont le capital est détenu par des personnes physiques de nationalité algérienne exclusivement, ou des personnes morales de droit algérien, dont les actionnaires ou les associés sont exclusivement de nationalité algérienne. Les actions citées au présent tiret sont nominatives.

L'exercice de l'activité de presse écrite et de presse électronique par les personnes citées au tiret trois du présent article, est soumise à la détention d'un capital exclusivement national.

TITRE II
DE L'ACTIVITE DE PRESSE ECRITE
CHAPITE 1
EDITION DES PUBLICATIONS PERIODIQUES

Art 5 : Les publications périodiques sont classées en deux catégories :

- les publications périodiques d'information générale,
- les publications périodiques spécialisées.

Art 6 : L'édition de toute publication périodique est soumise à une déclaration signée par le directeur de la publication accompagnée d'un dossier, déposée auprès du Ministère chargé de la communication contre remise d'un récépissé de dépôt.

Le récépissé de dépôt de la déclaration est délivré au nom de l'entreprise éditrice et vaut accord de parution.

Le récépissé de dépôt est incessible sous quelque forme que ce soit.

Le Ministère chargé de la communication adresse une copie de la déclaration, du récépissé de dépôt et des documents y afférents à l'Autorité de régulation de la presse écrite et de la presse électronique prévue à l'article 42 de la présente loi.

Art 7 : La déclaration citée à l'article 6 ci-dessus doit mentionner obligatoirement les éléments suivants :

- le titre de la publication et sa périodicité,
- l'objet de la publication et le lieu de sa parution,
- la langue ou les langues de publication,
- les nom et prénom(s), adresse et qualifications du directeur de la publication,
- la nature juridique de l'entreprise éditrice,
- le (s) nom, prénom(s), et adresse du propriétaire, des actionnaires ou des associés de l'entreprise éditrice.
- la composition du capital social de l'entreprise éditrice et son origine,
- le format et le prix.

Le modèle type de la déclaration et les documents à fournir sont fixés par arrêté du ministre chargé de la communication.

Art 8 : Le récépissé de dépôt de la déclaration doit comporter les renseignements relatifs à l'identification de l'entreprise éditrice et aux caractéristiques de la publication telles que prévues à l'article 7 ci-dessus.

Art 9 : Le directeur de la publication doit remplir les conditions suivantes :

- être détenteur d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme reconnu équivalent,
- justifier d'une expérience de quinze (15) années minimum dans le domaine de l'information attestée par une affiliation à la caisse de la sécurité sociale.
- être de nationalité algérienne exclusivement,
- jouir de ses droits civils,
- n'avoir pas fait l'objet de condamnation ou de poursuite pour des affaires de corruption ou pour des faits infamants.

Art 10 : Le directeur de publication ne peut diriger plus d'une publication périodique d'information générale de même périodicité.

Art 11 : Les publications périodiques sont éditées dans les deux langues nationales officielles ou dans l'une d'entre elles.

Les publications périodiques peuvent toutefois être éditées en langue étrangère après accord du ministre chargé de la communication.

Art 12 : Toute publication périodique doit mentionner obligatoirement sur chaque numéro :

- les nom et prénom(s) du directeur de la publication,
- l'adresse de la rédaction et de l'administration,
- la raison sociale et l'adresse de l'entreprise d'impression,
- la périodicité de la publication et son prix,
- le nombre de copies du tirage précédent.
- le numéro d'enregistrement de la déclaration.

Art 13 : Dans le cas de non-respect des dispositions de l'article 12 ci-dessus , il est interdit à l'entreprise d'impression d'effectuer le tirage .

Art 14: Avant la première impression de toute publication périodique, l'entreprise d'impression est tenue de réclamer à l'entreprise éditrice une copie du récépissé de dépôt de la déclaration.

A défaut, l'impression ne sera pas effectuée.

Art 15 : Toute publication périodique doit paraître dans un délai de six (6) mois, à compter de la date de sa déclaration.

En cas de non parution injustifiée dans ce délai, l'Autorité de régulation de la presse écrite et de la presse électronique saisit la juridiction compétente pour l'arrêt de l'activité.

Art 16 : Toute publication périodique est tenue de paraître régulièrement.

En cas de cessation injustifiée de toute publication périodique pendant une durée de trente (30) jours pour les publications quotidiennes et hebdomadaires et de quatre-vingt-dix (90) jours pour les autres publications périodiques, l'Autorité de régulation de la presse écrite et de la presse électronique saisit la juridiction compétente pour l'arrêt de l'activité.

Art 17 : Toute modification de quelque nature qu'elle soit, y compris dans le capital social, des actionnaires, des associés, des propriétaires, apportée aux éléments constitutifs de la déclaration doit être signalée par écrit au Ministère chargé de la communication dans les dix (10) jours qui suivent.

Dans le cas où les modifications sont conformes aux dispositions de la présente loi, Le Ministère chargé de la communication délivre le document de rectification et en adresse une copie à l'Autorité de régulation de la presse écrite et de la presse électronique.

Art 18 : Une même personne physique de nationalité algérienne ou personne morale de droit algérien ne peut posséder ou contrôler qu'une seule publication périodique d'information générale de même périodicité.

Une même personne physique de nationalité algérienne ou personne morale de droit algérien ne peut être actionnaire dans plus d'une publication périodique d'information générale de même périodicité.

Art 19 : La surface consacrée à la publicité et aux publi-reportages ne doit pas dépasser un tiers (1/3) de la surface globale de la publication périodique.

Art 20 : Tout message publicitaire doit être nettement distinct de l'information et précédé de la mention « Publicité »

Art 21 : Les publications périodiques peuvent apporter des informations complémentaires aux lecteurs à travers l'édition de supplément ou de numéros spéciaux dont le nombre est fixé par l'Autorité de régulation de la presse écrite et de la presse électronique.

Art 22 : Toute publication périodique d'information générale régionale ou locale est tenue de consacrer cinquante pour cent (50 %) au minimum de sa surface rédactionnelle à des contenus relatifs à sa zone de couverture géographique.

Art 23 : Sans préjudice des dispositions législatives applicables en la matière, deux (02) exemplaires de chaque publication périodique doivent être déposés auprès des services habilités du ministère chargé de la communication et de l'Autorité de régulation de la presse écrite et de la presse électronique.

CHAPITRE 2

LA DISTRIBUTION, COLPORTAGE ET L'IMPORTATION DES PUBLICATIONS PERIODIQUES

Art 24 : Sous réserve des dispositions de l'article 26 de la présente loi, l'activité de distribution des publications périodiques, y compris étrangères, s'exerce librement conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art 25 : Le colportage et/ou la vente sur la voie ou autres lieux publics de publications périodiques sont soumis à une autorisation préalable du président de l'assemblée populaire communale du lieu d'exercice de l'activité.

Art 26 : Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, l'importation de publications périodiques étrangères est soumise à l'autorisation préalable des services habilités du ministère chargé de la communication.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

Art 27 : L'édition et /ou l'importation, par les organismes étrangers et les missions diplomatiques, des publications périodiques destinées à la distribution, à titre gratuit, est soumise à l'autorisation préalable du ministère chargé des affaires étrangères.

TITRE III

ACTIVITE DE PRESSE ELECTRONIQUE

Art 28 : L'activité de presse électronique est soumise au dépôt d'une déclaration signée par le directeur de la publication accompagnée d'un dossier déposée auprès du Ministère chargé de la communication, contre remise d'un récépissé de dépôt.

Le récépissé de dépôt de la déclaration est délivré au nom de l'entreprise éditrice et vaut accord de parution.

Le récépissé de dépôt est incessible sous quelque forme que ce soit.

Le Ministère chargé de la communication adresse une copie de la déclaration, du récépissé de dépôt et des documents y afférents à l'Autorité de régulation de la presse écrite et de la presse électronique.

Art 29 : La déclaration citée à l'article 28 ci-dessus doit mentionner les éléments suivants :

- le titre et l'objet de la presse électronique,
- la langue ou les langues de la presse électronique,
- les noms, prénom(s), adresse et qualification du directeur de la publication,
- la nature juridique de l'entreprise éditrice,
- le (s) nom, prénom(s), et adresse du propriétaire, des actionnaires ou des associés de l'entreprise éditrice.
- la composition du capital social de l'entreprise éditrice et son origine,
- le nom et l'adresse de l'hébergeur,

Le modèle type de la déclaration et les documents à fournir sont fixés par arrêté du ministre chargé de la communication.

Art 30 : Le récépissé de dépôt de la déclaration doit comporter les renseignements relatifs à l'identification de l'entreprise éditrice et aux caractéristiques de la presse électronique tels que prévus à l'article 29 ci-dessus.

Art 31 : Le directeur de publication de la presse électronique doit remplir les conditions suivantes :

- être détenteur d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme reconnu équivalent
- justifier d'une expérience de Cinq (05) années minimum dans le domaine de l'information, attestée par une affiliation à la caisse de la sécurité sociale,
- être de nationalité algérienne exclusivement,
- jouir de ses droits civils,
- n'avoir pas fait l'objet de condamnation ou de poursuite pour des affaires de corruption ou pour des faits infamants.

Art 32 : L'activité de presse électronique est soumise aux obligations citées dans les articles 10, 11, 15, 17, 18 et 20 de la présente loi.

Art 33 : La presse électronique s'exerce à travers un site électronique, dont l'hébergement est exclusivement domicilié, physiquement et logiquement en Algérie, avec une extension du nom de domaine « .dz ».

Art 34 : L'activité de presse électronique ne constitue pas un outil de promotion ou un accessoire d'une activité industrielle ou commerciale.

Dans tous les cas, ne peuvent être reconnus comme activité de presse électronique, sous quelque forme que ce soit, les services de communication au public en ligne dont l'objet principal est la diffusion de messages publicitaires ou d'annonces, et les sites internet personnels et les blogs édités à titre non professionnel.

Art 35 : La presse électronique est tenue de publier en permanence sur son site électronique, les mentions suivantes :

- les nom et prénom(s) du directeur de publication ;
- l'adresse du siège social et la raison sociale de l'entreprise éditrice ;
- le numéro d'enregistrement de la déclaration ;
- l'adresse électronique de l'entreprise éditrice ;
- le nombre des visiteurs du site.

Art 36 : Avant l'hébergement et la mise en ligne du site, l'hébergeur de la presse électronique est tenu de réclamer à l'entreprise éditrice, une copie du récépissé de dépôt de la déclaration.

Art 37 : La presse électronique doit paraître régulièrement.

En cas de cessation injustifiée de la presse électronique pendant une durée de trente (30) jours l'Autorité de régulation de la presse écrite et de la presse électronique saisi la juridiction compétente pour l'arrêt de l'activité.

Art 38 : l'entreprise éditrice est tenue de prendre les mesures et moyens appropriés de lutte contre les contenus illicites, de saisir les autorités compétentes et de bloquer l'accès ou retirer immédiatement ces contenus.

Art 39 : La responsabilité des contenus diffusés sur un site électronique résultant d'un acte d'infiltration ou de piratage dument prouvé, ne peut être imputée à l'entreprise éditrice.

Dans ce cas, l'entreprise éditrice est tenue de prendre les mesures appropriées pour la suspension temporaire du site en vue de corriger l'infiltration ou le piratage.

Art 40 : L'entreprise éditrice doit conserver tous les contenus, y compris les contenus bloqués ou retirés, pendant une durée minimale de six (6) mois, à compter de leur première mise en ligne.

Art 41 : L'hébergeur doit conserver les logs d'accès ou de gestion technique pendant une durée minimale de six (6) mois, à compter de la première mise en ligne.

TITRE IV

DE L'AUTORITE DE REGULATION DE LA PRESSE ECRITE ET DE LA PRESSE ELECTRONIQUE

Art 42 : L'Autorité de régulation de la presse écrite et de la presse électronique, ci-après dénommée « Autorité », est chargée des missions suivantes :

En matière de régulation des activités de la presse écrite et de la presse électronique :

- de veiller au libre exercice de l'activité de presse écrite et/ ou électronique dans le respect des dispositions définies par la présente loi et par la législation et la réglementation en vigueur ;
- d'encourager la pluralité de l'information ;
- de veiller à la régularité de la distribution des publications périodiques à travers l'ensemble du territoire national ;
- de garantir la régularité de parution des publications périodiques et de la presse électronique ;
- de veiller à la transparence des règles économiques de fonctionnement des publications périodiques et de la presse électronique ;
- de garantir la non concentration des publications périodiques et de la presse électronique sous l'influence financière, politique ou idéologique d'un même propriétaire ;
- de veiller à la qualité des messages médiatiques ainsi qu'à la promotion et à la mise en exergue de la culture nationale dans tous ses aspects ;
- de veiller au respect des normes législatives et réglementaires applicables en matière de publicité ;
- de mettre en place tous les mécanismes de vérification et de contrôle des informations fournies, notamment en matière de financement des investissements et du fonctionnement de la presse écrite et de la presse électronique.

- de recueillir, auprès des administrations et des entreprises éditrices, toutes les informations nécessaires pour s'assurer du respect de leurs obligations.

Les renseignements ainsi recueillis par l'Autorité, ne peuvent être utilisés à d'autres fins qu'à l'accomplissement des missions qui lui sont dévolues par la présente loi.

En matière consultative :

- de formuler des avis sur tout projet de texte législatif ou réglementaire relatif aux activités d'information,
- de formuler des avis, sur demande d'une juridiction, sur toute affaire dont elle est saisie. L'Autorité peut être saisie pour avis relevant de sa compétence par toute institution de l'Etat ou d'un média.

- d'établir des relations de coopération et de partenariat avec les organismes nationaux ou internationaux poursuivant les mêmes objectifs, en vue de l'échange d'expertises et d'expériences dans le domaine de la presse conformément à la législation et la réglementation en vigueur.

Art 43 : L'Autorité est composée de neuf (09) membres, dont le président, nommés par le Président de la République sur proposition du premier ministre pour un mandat de cinq (05) ans, renouvelable une fois.

Les membres de l'Autorité sont choisis parmi les compétences, les personnalités et les chercheurs jouissant d'une expérience avérée notamment dans les domaines technique, juridique, économique et journalistique et qui sont reconnues pour leurs publications, leurs recherches ou leur contribution au développement de la presse.

Art 44 : L'Autorité adopte son règlement intérieur par voie de délibération, lors de sa première session.

Le règlement intérieur fixe les modalités de fonctionnement de l'Autorité.

Art 45 : La fonction de membre de l'Autorité est incompatible avec tout mandat électif, tout emploi public, toute activité professionnelle ou responsabilité exécutive dans un parti politique ou syndicat ou association, à l'exception des activités d'enseignement supérieur et de la recherche scientifique exercées à titre accessoire.

Les membres de l'Autorité déposent, auprès de l'autorité compétente, une déclaration de patrimoine, conformément à la législation en vigueur.

Art 46 : Tout membre de l'Autorité ne peut détenir, directement ou indirectement, des intérêts dans une entreprise ayant pour objet une activité d'information ou de percevoir, directement ou indirectement, des honoraires ou toute autre forme de rémunération, sauf pour services rendus avant l'exercice de son mandat au sein de l'Autorité.

Art 47: Pendant la durée de leur mandat et durant deux (02) années à compter de la cessation de leurs fonctions, les membres de l'Autorité sont tenus de s'abstenir de toute prise de position publique sur les questions dont l'autorité a eu à connaître ou qui sont susceptibles de leur être soumises dans l'exercice de leurs missions.

Il est interdit à tout membre de l'Autorité d'exercer une activité liée à l'activité d'information durant les deux (02) années qui suivent la fin de l'exercice de son mandat.

Art 48: En cas de violation par un membre de l'Autorité des dispositions de l'article 46, de la présente loi, le président propose au premier ministre qu'il soit procédé à son remplacement, pour la durée du mandat restant à courir selon les modalités fixées par l'article 43 de la présente loi .

Art 49 : En cas de condamnation définitive d'un membre de l'Autorité à une peine privative de liberté, il perd sa qualité de membre de plein droit. Le président en accord avec les membres propose au premier ministre qu'il soit procédé à son remplacement, pour la durée du mandat restant à courir selon les modalités fixées par l'article 43 de la présente loi.

Art 50 : Les membres et le personnel de l'Autorité sont astreints au secret professionnel concernant les faits, les activités, les informations et les documents dont ils ont pu avoir connaissance dans le cadre de leurs fonctions.
Le secret professionnel n'est pas opposable devant la justice.

Art 51 : Le statut et le mode de rémunération applicable au président, aux membres et au secrétaire général de l'Autorité, sont fixés par décret présidentiel.

Art 52 : Le président de l'Autorité représente l'Autorité dans tous les actes de la vie civile et devant la justice.

Art 53 : L'Autorité est constituée :

- D'un organe délibérant dénommé le Conseil composé des membres de l'Autorité et par le président,
- D'un organe exécutif placé sous l'autorité du président de l'Autorité.

Art 54 : Le Conseil de l'Autorité délibère, prend des décisions, émet des avis et recommandations conformément aux missions qui lui sont conférées par la présente loi et les publie dans le bulletin officiel de l'autorité.

Les décisions de l'Autorité sont susceptibles de recours auprès des juridictions compétentes, conformément à la législation en vigueur.

Art 55 : L'organe exécutif composé d'un secrétariat général, de services administratifs et techniques, assure sous l'autorité du président de l'Autorité, la préparation et l'exécution des délibérations adoptées par le conseil de l'Autorité.

L'organe exécutif met en place les règles de discipline générale applicables au fonctionnement des structures de l'Autorité et veille à leur respect.

Art 56 : Les services administratifs et techniques sont dirigés par un secrétaire général sous l'autorité du président de l'Autorité.

Le secrétaire général est nommé par décret présidentiel sur proposition du président de l'Autorité. Il est mis fin à ses fonctions dans les mêmes formes.

Art 57 : Le président de l'Autorité fixe, par décision, l'organisation et le fonctionnement de l'organe exécutif et nomme les personnels des services administratifs et techniques conformément à la loi régissant les relations de travail.

Art 58 : Le président de l'Autorité peut donner délégation au secrétaire général de signer tout document relatif au fonctionnement des services administratifs et techniques.

Art 59 : Le secrétaire général assiste aux délibérations de l'Autorité, il en établit le procès-verbal et il exécute les décisions prises. Il ne dispose pas du droit de vote.

Art 60 : L'Autorité adresse chaque année au Président de la République et au Ministre chargé de la communication un rapport concernant ses activités. Le rapport est rendu public dans les trente (30) jours qui suivent sa remise.

Art 61 : Les crédits nécessaires à l'accomplissement des missions de l'Autorité sont inscrits au budget général de l'État.

Le président de l'Autorité est ordonnateur des dépenses.

La comptabilité de l'Autorité est tenue conformément aux règles de la comptabilité publique.

Le contrôle des dépenses de l'autorité s'exerce conformément aux procédures de la comptabilité publique.

TITRE V

CERTIFICATION DE LA DIFFUSION ET DISTRIBUTION DE LA PRESSE ECRITE ET DE LA PRESSE ELECTRONIQUE

Art 62 : Il est créé un organisme chargé de la certification de la diffusion, de la distribution et du dénombrement de la presse écrite ou de la presse électronique.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire.

TITRE VI
DE LA RESPONSABILITE ET DU DROIT DE REPONSE
ET DE RECTIFICATION

Art 63 : Tout écrit ou illustration publiés par les publications périodiques ou la presse électronique engage la responsabilité civile et pénale du directeur de la publication ainsi que celle de l'auteur de l'écrit ou de l'illustration.

Art 64 : Le directeur de la publication est tenu de publier gratuitement toute réponse ou rectification qui lui est adressée par les personnes et les entités habilitées à exercer ce droit conformément aux dispositions de la loi organique relative à l'information.

Art 65 : La demande relative au droit de réponse ou de rectification doit préciser les imputations sur lesquelles le demandeur souhaite apporter des réponses ou rectification et la teneur de la réponse ou de la rectification qu'il se propose de faire.

La demande est adressée par lettre recommandée, avec accusé de réception ou par voie d'huissier de justice, sous peine de forclusion, dans un délai maximum de trente (30) jours pour les publications périodiques quotidiennes ou la presse électronique et de soixante (60) jours pour les autres publications périodiques.

Art 66 : La réponse ou la rectification est insérée dans les mêmes formes, à la même place et avec les mêmes caractères que l'écrit contesté, sans rajout, ni suppression, ni intercalation, dans un délai de deux (02) jours pour les publications périodiques quotidiennes et dans le numéro suivant, pour les autres périodicités, à compter de la réception de la demande et immédiatement pour la presse électronique.

Art 67 : Durant les périodes de campagnes électorales, le délai prévu pour l'insertion du droit de réponse ou de rectification pour les publications périodiques quotidiennes est réduit à vingt-quatre (24) heures.

Art 68 : Le droit de réponse ou de rectification s'exerce également lorsque la publication d'une réponse aura été accompagnée de nouveaux commentaires. Dans ce cas, la réponse ou la rectification publiée ne doit être accompagnée d'aucun commentaire.

TITRE VII
INFRACTIONS COMMISES DANS LE CADRE
DE L'EXERCICE DE L'ACTIVITE DE LA PRESSE ECRITE OU DE LA
PRESSE ELECTRONIQUE

CHAPITRE 1
LES INFRACTIONS ET SANCTIONS ADMINISTRATIVES

Art 69 : Lorsque les publications périodiques ou la presse électronique ne respectent pas les conditions et les obligations prévues par les dispositions de la présente loi et les textes législatifs et réglementaires en vigueur, l'Autorité met en demeure le média concerné de s'y conformer dans un délai qu'elle fixe. La mise en demeure est rendue publique par tous moyens appropriés, par l'Autorité.

Dans le cas où le média concerné ne se conforme pas à la mise en demeure **dans les délais** fixés, l'Autorité peut saisir la juridiction compétente pour la suspension provisoire par décision exécutoire par provision.

Art 70 : Sans préjudice des dispositions de l'article 69 de la présente loi, l'Autorité saisie la juridiction compétente pour ordonner par décision exécutoire par provision l'arrêt définitif de l'activité de la publication périodique ou de la presse électronique notamment dans les cas suivants :

- la cession du récépissé de dépôt de la déclaration.
- le non-respect continu et avéré des conditions et obligations prévues par la présente loi et la législation en vigueur.
- la détention ou le contrôle ou la participation dans plus d'une publication périodique et d'une presse électronique d'information générale.
- la faillite et/ou le redressement judiciaire.

Art 71 : L'Autorité peut, sans mise en demeure, saisir la juridiction compétente pour l'arrêt définitif de l'activité par décision exécutoire par provision, en cas d'atteinte notamment aux exigences de la défense et de la sécurité nationales, à l'ordre public et à la moralité publique.

Art 72 : L'Autorité peut s'autosaisir ou être saisie par les partis politiques et/ou les organisations professionnelles et /ou syndicales représentatives de la presse écrite et /ou de la presse électronique et /ou toute autre association et toute personne physique ou morale, en vue d'engager la procédure de mise en demeure citée à l'article 69 de la présente loi.

Art 73 : L'Autorité ordonne l'entreprise éditrice d'une publication périodique et d'une presse électronique afin d'insérer dans leurs pages ou sites électroniques un communiqué relatif aux manquements aux obligations légales et réglementaires ainsi qu'aux sanctions administratives prononcées à leur encontre.

CHAPITRE 2 DISPOSITIONS PENALES

Art 74 : Est puni d'une amende de deux cent mille dinars (200.000 DA) à cinq cent mille dinars (500.000 DA), toute personne éditant une publication périodique sans procéder aux formalités de déclaration prévues par les dispositions de la présente loi. La juridiction compétente ordonne la fermeture des locaux et lieux d'exploitation et la confiscation des publications périodiques et du matériel utilisé.

Art 75 : Est puni d'une amende de deux cent mille dinars (200.000 DA) à cinq cent mille dinars (500.000 DA), toute personne qui crée une presse électronique sans procéder aux formalités de déclaration prévues par les dispositions de la présente loi. La juridiction compétente ordonne la fermeture du site électronique utilisé ou l'interdiction de l'accès à ce site et la fermeture des locaux et lieux d'exploitation et la confiscation des équipements utilisés.

Art 76 : Est puni d'une amende de deux cent mille dinars (200.000 DA) à cinq cent mille dinars (500.000 DA), l'entreprise éditrice qui ne déclare pas les modifications apportées aux éléments constitutifs de la déclaration de création d'une publication périodique ou de presse électronique.

Lorsque les modifications non déclarées portent sur les actionnaires participant au capital social ou sur les associés ou les propriétaires de la publication périodique ou de la presse électronique, la juridiction compétente peut ordonner la fermeture des locaux ou lieux d'exploitation ou la fermeture du site électronique utilisé et la confiscation du matériel utilisé.

Art 77 : Est puni d'une amende de cent mille dinars (100.000 DA) à cinq cent mille dinars (500.000 DA) l'entreprise d'impression qui imprime des publications périodiques et l'hébergeur qui héberge une presse électronique en l'absence de la déclaration.

Art 78 : La juridiction compétente peut ordonner aux fournisseurs de service internet, sous peine des sanctions prévues par la législation en vigueur, d'intervenir, immédiatement, pour mettre en place les dispositifs techniques permettant de rendre

inaccessible les contenus publiés par la presse électronique en infraction aux dispositions de la présente loi.

Art 79 : La personne morale est responsable des faits énoncés par le présent titre conformément aux dispositions prévues par la législation en vigueur.

TITRE VIII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art 80 : Les publications périodiques et la presse électronique en activité sont tenus de se conformer aux dispositions de la présente loi dans un délai de six (06) mois à compter de la date de sa promulgation.

Art 81 : En attendant la mise en place, de l'Autorité, ses missions et ses attributions sont dévolues au ministre chargé de la communication.

Art 82 : La présente loi sera publiée au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le..... correspondant au..... 2022.

Abdelmadjid TEBBOUNE